

**APRÈS-9 FÉVRIER** Les principales agglomérations suisses se mobilisent pour valoriser l'immigration. Elles veulent participer au débat sur la mise en œuvre de l'initiative UDC.

# Les villes défendent leurs acquis

CHRISTIANE IMSAND

On ne les avait pas entendues avant la votation du 9 février 2014 sur l'initiative contre l'immigration de masse. Son adoption a constitué un électrochoc pour les grandes agglomérations. Elles se mobilisent désormais pour éviter une mise en œuvre rigide qui remettrait en cause les accords bilatéraux conclus avec l'Union européenne.

Les dix principales villes du pays ont commandité une étude, présentée hier, qui conclut que l'immigration a renforcé la capacité économique de la Suisse et encouragé la recherche et l'innovation. «*Nous ne nions pas les difficultés rencontrées en termes de logement, d'infrastructure et de salaires*», commente la maire de Zurich, Corine Mauch. «*Mais les avantages l'emportent largement sur les inconvénients.*»



Le visage de l'immigration a changé. Les nouveaux arrivés viennent principalement des pays européens et ont un niveau de formation et un taux d'activité professionnelle élevés, selon une étude du bureau Infrac. KEYSTONE

## Le visage de l'immigration a changé

Les villes se sentent d'autant plus autorisées à s'engager sur ce terrain qu'elles sont particulièrement touchées par l'immigration et que leurs résidents ont majoritairement rejeté l'initiative UDC lors de la votation du 9 février. Les mandataires de l'étude confiée au bureau Infrac sont Genève, Lausanne, Bienne, Berne, Bâle, Lucerne, Zurich, Winterthur, Saint-Gall et Lugano. La cité tessinoise fait figure de vilain petit canard dans ce tableau car c'est la seule à avoir approuvé l'initiative. Le légiste Marco Borradori, maire de Lugano, avoue d'ailleurs qu'il ne peut pas partager les conclusions de l'étude en ce qui concerne les frontaliers. «*Au Tessin, contrairement à ce que prétendent les analystes, ils tendent à se substituer aux salariés indigènes. Ce n'est pas seulement une perception subjective.*»

Sur les autres éléments, il n'y a pas de désaccord. Depuis



SAMI KANAAN CONSEILLER ADMINISTRATIF DE LA VILLE DE GENÈVE

«**Les nouveaux venus sont aussi plus jeunes, ce qui est un atout pour l'AVS.**»

l'entrée en vigueur de l'accord sur la libre circulation des personnes, en 2002, le visage de l'immigration a changé, constate le bureau Infrac. Non seulement les nouveaux arrivés viennent principalement des pays européens, mais ils ont aussi un niveau de formation et un taux d'activité professionnelle plus élevés que celui des Suisses. «*Plus de la moitié des immigrés arrivés à Bâle depuis 2002 sont titulaires d'un diplôme universitaire*», souligne Guy Morin, président du gouvernement de Bâle-Ville. «*Les nouveaux venus sont aussi plus jeunes, ce qui est un atout pour*

l'AVS», note Sami Kanaan, conseiller administratif de la Ville de Genève. Ce dernier met en avant le caractère intégrateur des villes et l'absence de ghettos qui caractérise la Suisse. Un élément qui a son importance dans le contexte des attentats de Paris.

## Marché du travail ouvert

Globalement, l'économie suisse a connu une croissance de 3,2% plus forte que ce qu'elle aurait été sans la libre circulation des personnes. Selon le maire de Saint-Gall, Thomas Scheitlin, ce phénomène est dû à l'augmentation du niveau de qualification

moyen, à un marché du travail ouvert qui permet de réagir rapidement aux fluctuations conjoncturelles et à la demande supplémentaire en biens de consommation.

Tout n'est pourtant pas rose. «*Adapter l'offre de logement et de moyens de transport prend du temps*», reconnaît Sami Kanaan. A ses yeux, l'augmentation de la population n'est pas un problème en soi. «*Le critère n'est pas la densité mais la qualité de l'habitat.*» Il plaide par ailleurs pour une surveillance publique du prix des loyers.

En ce qui concerne les salaires, les analystes estiment que les personnes faiblement qualifiées ont tendanciellement profité de l'immigration alors qu'une pression sur les salaires s'exerce chez les personnes hautement qualifiées. «*La lutte contre le dumping salarial reste une nécessité*», affirme Guy Morin. Les villes ne proposent pas pour autant un modèle clé en mains pour appliquer l'initiative UDC. Elles attendent le message du Conseil fédéral, qui est imminent. ●

## ZURICH

# Arrestation après une fausse alerte à la gare centrale

La police a mis la main sur un Zurichois de 19 ans qui avait, dans un message Whatsapp, lancé une mise en garde aux usagers de la gare centrale de Zurich, suite aux attentats de Paris. Il recommandait de ne pas s'y rendre le 12 décembre. Plusieurs destinataires avaient fait suivre le message signé au nom de Daech.

La mise en garde envoyée par voie de messagerie a été évoquée dans les médias en début de semaine. Elle avait suscité l'inquiétude au sein de la population. La police municipale de Zurich a re-

trouvé son auteur, indique-t-elle hier.

Lors d'un premier interrogatoire, le jeune homme de nationalité suisse a déclaré avoir été inspiré dans son geste par deux jeux vidéo guerriers, précise la police. Il a cependant nié avoir rédigé la dernière ligne du message, où figuraient les salutations «*LG Isis*» – pour «*Liebe Grüsse Isis*», soit «*Salutations amicales, Daech* (Etat islamique)» en français. La police l'a reconvoqué pour un nouvel entretien. Il risque l'ouverture d'une enquête pénale contre lui. ● ATS

## SÉCURITÉ ROUTIÈRE

# Les véhicules électriques ne devraient plus être si silencieux

Les véhicules électriques ne devraient plus être si silencieux à l'avenir. Comme l'UE, la Suisse s'appête à édicter de nouvelles prescriptions. But: éviter les accidents avec des piétons qui n'entendraient pas l'engin arriver. Pour les aveugles, les malvoyants, mais aussi pour les passants distraits, notamment les enfants, le silence de plus en plus fréquent des véhicules est source de danger, fait remarquer Carlo Sommaruga (PS/GE) dans une interpellation. Et de postuler l'obligation d'un dispositif sonore permanent. L'Union européenne (UE) a déjà réagi. Dès le 1er juillet 2019, les nouveaux types de véhicules à propulsion électrique devront obligatoirement être équipés d'un système d'avertissement. Le Conseil fédéral envisage de mettre en vigueur cette prescription en Suisse à la même date. ● ATS

## SANTÉ

# Coûts des EMS cinq fois supérieurs à ceux des soins à domicile

Vivre en établissements médico-sociaux (EMS) coûte en moyenne 8700 francs par mois. Les coûts de ces établissements sont presque cinq fois plus hauts que ceux des services d'aide et de soins à domicile (SASD), selon l'Office fédéral de la statistique (OFS). Les coûts des EMS se sont élevés à 95 milliards de francs en 2014, alors que ceux des SASD ont atteint deux milliards. Presque deux tiers des coûts sont facturés aux personnes hébergées en EMS, alors que cantons et assureurs en financent 16% et 19%. Le personnel soignant est évidemment bien plus présent dans les EMS. Les personnes y séjournant ont reçu 110 minutes de soins journaliers, contre neuf pour celles soignées à domicile. Les 80 ans et plus bénéficiant de soins à domicile ont moins augmenté (+1,4%) que le total d'heures de soins dispensés (+6,7%), signe que les SASD rencontrent «*des cas plus complexes*», selon l'OFS. ● ATS

## TÉLÉVISION SUISSE

# Plus de 100 emplois supprimés et «SwissAward» passe à la trappe

La télévision allemande SRF va supprimer 102 emplois dans le cadre de son programme d'économies. SRF coupe aussi dans ses émissions: la cérémonie «*SwissAward*», qui désigne le Suisse ou la Suisseuse de l'année, passe à la trappe. La RTS avait, elle, annoncé mardi l'économie de 11,4 millions de francs, dont 6,9 dans les programmes. Les magazines religieux, radio et TV, seront supprimés, comme «*Outre Zapping*». ● ATS

**RÉFORME** Les agriculteurs suisses se sentent trompés et trahis par les coupes financières annoncées dans leur secteur.

# Les paysans accusent le Conseil fédéral de ne pas tenir parole

Le Conseil fédéral et son ministre de l'Economie, Johann Schneider-Ammann, en ont pris pour leur grade hier lors de l'assemblée des délégués de l'Union suisse des paysans (USP). Ils n'ont pas tenu parole, a accusé son président Markus Ritter.

Depuis l'introduction de la dernière réforme, les paysans ont mis en route les nouveaux programmes et ont aussi assumé travail et frais supplémentaires. «*Nous avons ainsi rempli notre part du contrat. Il est donc inadmissible que, de son côté, le Conseil fédéral ne tienne pas sa parole. Trop c'est trop*», a lancé le conseiller national (PDC/SG). Car, depuis l'introduction de cette énième réforme, le gouvernement a réduit les dépenses en faveur de l'agriculture

dans le budget 2016 et compte en faire de même en 2017. L'agriculture est le seul secteur des finances fédérales touché par des réductions réelles, tous les autres ne voyant que leur croissance réduite, a condamné USP.

Le vrai coup de massue est tombé début novembre avec l'annonce d'une réduction de 800 millions des paiements en faveur de l'agriculture de 2018 à 2021. Le Conseil fédéral veut réduire la rétribution des prestations commandées dans le cadre de la Politique agricole 2014-17. Une telle proposition «*fait affront aux familles paysannes, qui ont déjà des journées de travail lourdes et qui ont beaucoup donné de leur personne avec des réformes tous les quatre ans*», accuse le

président de l'USP. Car les seuls gains de productivité, par lesquels le Conseil fédéral croit qu'on pourra compenser les coupes, on ne les atteindra qu'en devant travailler plus, dit-il.

«**Je ne demande pas la charité.**»



MARKUS RITTER PRÉSIDENT DE L'UNION SUISSE DES PAYSANS

«*Je ne demande pas la charité. Pas du tout. J'attends seulement de Johann Schneider-Ammann qu'il se comporte en homme de parole et qu'il tienne ses promesses*», a déclaré Markus Ritter. Lors du débat parlementaire, le conseiller fédéral a souligné à maintes reprises que l'agriculture devra en faire plus, mais qu'elle pourra compter sur le même soutien que jusqu'alors. Cette promesse a été la principale raison pour laquelle nous n'avons pas soutenu le référendum, a rappelé le président.

Aujourd'hui nous en avons fait plus, mais nous risquons de ne plus pouvoir compter sur le même soutien. Même s'il est insuffisant face à un marché dont les prix ne couvrent plus les coûts

de production dans de nombreux secteurs (lait, sucre, porc), les agriculteurs sont prêts à s'en satisfaire plutôt qu'à devoir affronter de nouvelles réformes. Les paysans ont besoin de stabilité après presque deux décennies d'adaptations incessantes. Une bataille ne se gagne pas en étant prêts à mourir, mais en étant prêts à se battre, affirme le président de l'USP, invitant ses troupes à manifester dans dix jours sur la place Fédérale.

## Initiative populaire

L'autre levier des paysans pour faire entendre leur voix, outre la trentaine de parlementaires fédéraux élus ou réélus qui permettent à la profession de conserver un poids identique sous la Coupole, c'est l'initiative de l'USP déposée

l'an dernier avec 150 000 signatures. Ce texte qui exige que la Suisse assure son approvisionnement en denrées uniquement via la production indigène, est pour l'heure devant le parlement, avec une recommandation de rejet du Conseil fédéral qui a renoncé à un contre-projet. L'USP estime que la Politique agricole 2014-17 affaiblit cette production suisse. En 2012, le taux d'autoapprovisionnement net était de 55,2%.

Et quelle que soit la décision des Chambres fédérales, les agriculteurs font confiance au peuple suisse. Et Markus Ritter de citer une récente étude commandée par les autorités selon laquelle près de 70% des personnes interrogées reconnaissent que notre travail leur est utile. ● ATS